

Le Vevak : Les Moudjahidine «sont prisonniers aux mains de l'Iran par le biais d'un tiers»

vendredi, 02 octobre 2009

Attaque contre Achraf – Communiqué n°100

Le ministère du Renseignement des mollahs a annoncé : Les Moudjahidine «sont prisonniers aux mains de l'Iran, indirectement, par le biais d'un tiers »

Alors que le procureur général de l'Irak a donné l'ordre à tous les postes de police de libérer immédiatement les 36 membres de l'OMPI retenus en otage, le corps des gardiens de la révolution iranien (CGR) dans son rôle de parrain du pouvoir irakien, déclare que « le gouvernement irakien a l'intention d'envoyer à la justice de ce pays des documents et des dossiers sur les délits de ces individus »

CNRI - Quelques heures après le transfert sanglant et violent des 36 membres de l'OMPI détenus en otage dans les cachots des services de renseignement de l'armée irakienne, le ministère du Renseignement (Vevak) des mollahs iraniens a annoncé hier, 1er octobre, dans un de ses sites internet connus que l'incarcération des Moudjahidine en Irak s'est désormais transformée en « meilleure option que l'extradition (…) dans le sens qu'ils sont prisonniers aux mains de l'Iran, indirectement, par le biais d'un tiers. »

Le Vevak redoute au plus haut point l'influence de l'OMPI sur le soulèvement populaire. Il craint également le barrage que constitue l'OMPI face au terrorisme et à l'intégrisme à la veille des élections en Irak. C'est pourquoi il a ajouté : « le gouvernement irakien prend en compte tous les aspects de ce problème, plus particulièrement le refus des autres pays d'accueillir l'OMPI qui fait obstacle à leur expulsion. Aussi il prépare leur transfert vers un autre camp. Inversant les rôles, il conclut : « cette mesure peut constituer une étape essentielle pour maîtriser les menaces terroristes des Moudjahidine et les empêcher de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak. »

D'autre part, dans une dépêche de l'agence Fars qui leur est affiliée, les gardiens de la révolution ont cité une « source irakienne informée » qui ne peut être qu'un agent de la force terroriste Qods, ont déclaré à propos des « chefs d'accusations des 36 membres emprisonnés du groupuscule des Monafeghines (nom péjoratif utilisé par le régime pour l'OMPI) » que « le gouvernement irakien a l'intention d'envoyer des documents et des dossiers aux tribunaux de ce pays concernant les délits de ces individus. (…) Récemment des nouvelles ont été publiées sur un ordre de remise en liberté de ces 36 individus par un juge irakien. »

Hier également, Laridjani, le président du Majlis du régime, a émis l'espoir que la coopération entre l'Iran et l'Irak « contribuera à l'amélioration des conditions de la région pour que des terroristes comme les Monafeghines n'aient plus de présence dans la région ».

Les instructions données au pouvoir irakien par les gardiens de la révolution, le Vevak et le président du Majlis des mollahs, interviennent alors que le juge et le procureur de la ville de Khalis, ainsi que le procureur général de l'Irak ont annoncé que le maintien en détention des 36 otages était totalement illégal et que les postes de police devaient les libérer immédiatement où ils se trouvaient. De même un groupe de parlementaires irakiens dans un communiqué de presse a souligné que « faire obstacle à la mise en œuvre de la décision de justice est une mesure arbitraire, une violation de la loi irakienne, une violation manifeste des droits civiques et une offense claire au caractère sacré de la loi et de la justice et passible de poursuites judiciaires. »

Par conséquent, la question est de savoir si après les décisions du juge et les ordres du procureur général et ce genre de prise de position parlementaire, qui gouverne réellement en Irak ? Car lorsqu'il ne reste plus aucun prétexte à la poursuite de la détention des otages, ils ont été transférés dans les cachots des services de Renseignement du "nouvel Irak". C'est ce contre quoi mettait en garde le Comité international des juristes pour la défense d'Achraf dans un communiqué : « les forces américaines et l'argent des contribuables américains ne sont pas allés en Irak pour développer l'ingérence du régime iranien et l'expansion du modèle de l'Iran. »

D'un point de vue juridique qualifier de prisonniers ou de détenus les 36 membres de l'OMPI n'a pas de sens. Ils sont au sens propre du terme victimes de disparitions forcées ou otages. Cela constitue un crime contre l'humanité, d'autant plus qu'il s'agit de personnes protégées.

Les ordres et les instructions cruelles du Vevak, du CGR et du président du Majlis du régime dans la poursuite de « l'accord mutuel » avec le pouvoir irakien pour réprimer l'OMPI que Khamenei avait dévoilé le 28 février dernier, montrent clairement que les Moudjahidine d'Achraf et les otages qui en sont à leur 67e jour de grève de la

faim, payent le prix du soulèvement et de la liberté de leur peuple et de leur patrie, ainsi que le prix du barrage
qu'ils opposent en Irak au terrorisme et à l'intégrisme de la dictature religieuse. Les Moudjahidine
d'Achraf ont déclaré à maintes reprises qu'ils étaient prêts à payer ce prix, quel qu'il soit, où que ce
soit et à n'importe quel moment.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne
Le 2 octobre 2009